

**L'hon. J. W. Pickersgill (secrétaire d'État):** La question étant nettement irrecevable, il ne conviendrait pas d'y répondre.

#### IMPOSITION POSSIBLE D'UNE TAXE FÉDÉRALE SUR L'ESSENCE

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Je voudrais demander au premier ministre si le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, qui prononçait un discours hier à Radium-Junction, en Colombie-Britannique, définissait la politique du gouvernement. Selon l'article publié dans le *Globe and Mail*, le ministre aurait parlé, hier, de l'imposition possible d'une nouvelle taxe fédérale sur l'essence. S'agit-il là de la politique du gouvernement? Le gouvernement a-t-il l'intention d'introduire une nouvelle taxe sur l'essence pour élargir le programme routier?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, la question du très honorable député s'inspire d'une nouvelle de journal. Avant d'y répondre, je préférerais m'entretenir avec le ministre de ce qu'il a dit et obtenir des renseignements à ce sujet. Même si l'on s'en tient au compte rendu du journal, monsieur l'Orateur, le ministre a tout simplement dit que si le gouvernement fédéral devait apporter une aide plus considérable au transport routier ou à des modes d'activité connexes, une initiative de ce genre exigerait de nouvelles taxes et de nouveaux revenus.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Lorsqu'il a dit cela, exprimait-il la ligne de conduite du gouvernement?

**Le très hon. M. Pearson:** Lorsque le gouvernement arrêtera sa politique à ce sujet, il l'annoncera à la Chambre.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** C'est ce que nous voulons savoir. Pourquoi l'annoncer à l'extérieur de la Chambre?

**L'hon. M. Martineau:** Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas encore annoncé sa politique?

**Le très hon. M. Pearson:** Parce qu'il ne s'agit pas d'une déclaration concernant la politique du gouvernement et mon honorable ami sait très bien que, lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre, les membres du gouvernement de l'époque ont fait de nombreux discours dans lesquels ils indiquaient ce que pourrait être la politique du gouvernement dans certaines circonstances.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** S'agit-il, monsieur l'Orateur, d'une autre partie du budget que l'on donne article par article?

**L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, étant donné que le premier ministre envisage la possibilité d'imposer une taxe fédérale sur l'essence, peut-être pourrait-il examiner le souhait exprimé par le ministre du Nord canadien qui a déclaré qu'il préférerait aménager des routes du nord au sud plutôt qu'une seconde route trans-canadienne?

**M. l'Orateur:** L'honorable député de New-Westminster.

**M. Mather:** Monsieur l'Orateur, la question que j'allais poser a été très bien énoncée par le chef de l'opposition officielle.

#### REMBOURSEMENT ÉVENTUEL DE LA TAXE DE VENTE DÉJÀ ACQUITTÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot):** Je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. Je veux lui demander quelle mesure un citoyen doit prendre pour récupérer l'excédent d'impôt versé à un détaillant par suite de l'achat de matériaux de construction entre le 14 juin et le 8 juillet?

**L'hon. J. R. Garland (ministre du Revenu national):** Si je comprends bien la question, il s'agirait strictement d'une affaire à régler entre le détaillant et son client.

**L'hon. M. Ricard:** Cela signifie-t-il que le gouvernement n'a rien prévu pour venir en aide au contribuable qui a été surtaxé?

**L'hon. M. Garland:** De peur de ne laisser ici une fausse impression, je signale que j'ai répondu à la même question trois fois mardi.

**M. l'Orateur:** Puis-je dire aux honorables députés qu'il est préférable de répondre à des questions de ce genre au cours du débat sur les résolutions budgétaires.

(Texte)

#### RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

##### PROJET D'UN FONDS POUR LES PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS SANS CONSULTATION DES PROVINCES

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Paul Martineau (Pontiac-Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser à l'honorable premier ministre.

Le premier ministre répondra-t-il à l'accusation portée contre lui par M. Jean Lesage à l'effet qu'il a renié un de ses engagements, en présentant à la Chambre des communes, sans consulter les provinces, le projet du Fonds de prêts aux municipalités?